

Veille sur l'actualité : février à mai 2023

L'actualité de défense vue à travers les médias français « grand public » reste marquée par le conflit ukrainien. Cependant, des annonces, évolutions ou événements significatifs méritent aussi d'être mentionnés concernant l'Afrique, le Proche Orient et l'Asie.

Conflit en Ukraine et retombées directes

En ce qui concerne directement les opérations militaires, les médias ont surtout signalé :

- les affrontements longs, confus et meurtriers autour de la ville de Bakhmout, dont le chef de la milice russe Wagner a revendiqué la prise le 20 mai, après 224 jours de combats, alors que les drones et l'artillerie semblent avoir joué un rôle prépondérant,
- l'annonce depuis mi-avril d'une grande contre-offensive par les Ukrainiens qui en attendant ont multiplié les petites attaques tout au long du front, y compris sur des objectifs non strictement militaires (raffinerie, trains...), dans les territoires occupés et en Russie ; à noter que des attaques dans la région russe de Belgorod proche de la frontière ont été attribuées à des dissidents russes.

En matière d'armement, après que quelques membres de l'Alliance atlantique ont promis des chars à l'Ukraine, le débat a porté sur la fourniture d'avions de combat modernes ; en mai le président américain a notamment levé son veto à la fourniture de F16 prélevés sur les parcs européens. Par ailleurs, des parlementaires occidentaux ont souligné la faiblesse des stocks d'armes dans leur pays par rapport aux besoins dans un tel conflit de haute intensité, tandis que des chercheurs insistaient sur l'importance des équipements consommables produits à faible coût, alors que la Russie prépare son tissu industriel de défense à une guerre prolongée.

Le président russe a annoncé le 25 mars son intention de stocker des armes nucléaires tactiques en Biélorussie, où des experts ont été envoyés dans ce but, la Russie observant que les États-Unis entreposent des bombes atomiques dans cinq pays européens membres de l'OTAN (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Turquie).

Au plan juridique et diplomatique, alors que la Finlande a rejoint l'Alliance atlantique le 4 avril, la Hongrie et la Turquie n'avaient toujours pas donné leur accord, le 1er juin, à l'adhésion de la Suède. La Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre le président russe en raison de la déportation d'enfants ukrainiens (plus de 10 000 selon des sources ukrainiennes).

Dans le domaine économique et industriel, le Fonds monétaire international a estimé que l'effet des sanctions serait plus faible que prévu : baisse du PIB en 2022 de 2,2% au lieu de 8,5% pronostiquée au printemps de cette année là. Des tactiques de contournements, recourant à des intermédiaires dans des pays entourant la Russie, sont signalées. De l'autre côté, l'ouverture accrue de l'Union européenne aux importations de produits ukrainiens pose des difficultés à des agriculteurs d'Europe de l'Est.

Plus précisément en France, il est signalé des études sur les moyens d'accélérer la cadence de production d'armements, ainsi qu'un exercice de grande ampleur (Orion) sur le thème d'un conflit de haute intensité, mené par l'Armée de terre avec la participation de militaires de pays partenaires. Les objectifs majeurs cités pour la loi de programmation militaire 2024-2030, discutée depuis le 22 mai à l'Assemblée nationale sont : réussir les sauts technologiques, accroître les forces morales, renforcer notre souveraineté dans les Outre-mer, rester dans le peloton de tête des services de renseignement, garantir la crédibilité de notre dissuasion, maîtriser les nouveaux espaces de conflictualité (espace, cyber, fonds marins).

Afrique et Proche Orient

Le président de la République française a annoncé une nouvelle réduction d'ici la fin de l'année des effectifs militaires français en Afrique, principalement en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Gabon. Il a ajouté que ces bases seraient désormais « cogérées » avec les pays partenaires.

Au Soudan, des combats ont éclaté le 15 avril entre l'armée régulière dirigée par le chef de la junte au pouvoir depuis 2021 et les paramilitaires menés par le numéro 2 de cette junte, faisant de nombreuses victimes civiles. Du 22 au 26 avril, dans le cadre de l'opération Sagittaire, des forces françaises (aériennes, maritimes, terrestres venues notamment de Djibouti) ont évacué plus d'un millier de personnes dont environ 200 ressortissants français et 800 d'autres pays.

Des victimes civiles ont également été signalées en lien avec la poursuite d'affrontements entre Israéliens et Palestiniens d'une part, rebelles houthistes et gouvernement du Yemen reconnu par la communauté internationale d'autre part. En Éthiopie, les habitants du Tigré seraient encore victimes d'exactions après la capitulation en novembre 2022 des rebelles régionaux face aux forces fédérales appuyées par l'Érythrée, à l'issue d'une guerre civile qui a tué 600 000 personnes selon un envoyé de l'Union africaine.

Asie

Dans la région Indo-Pacifique, ce sont des tensions liées à la montée de la puissance chinoise et à la menace ressentie sur Taïwan qui ressortent, plutôt que des affrontements ouverts. Le choc effectif le plus remarquable est peut-être la destruction par un avion F22 au-dessus des eaux territoriales américaines d'un ballon chinois qualifié d'espion, qui avait notamment traversé l'Alaska et le Canada.

A plus long terme, des articles évoquent notamment l'orientation à la remilitarisation du Japon, le développement de la coopération « Aukus » entre les États-Unis, le Royaume Uni et l'Australie pour doter ce dernier pays de sous-marins à propulsion nucléaire ou encore un rapport du Pentagone publié en novembre 2022 selon lequel la Chine disposait « de la plus grande force marine au monde, avec approximativement 340 navires et sous-marins de combat ».

Commentaires du comité

La situation en Ukraine est restée confuse, donnant lieu à des interprétations contradictoires des deux parties belligérantes et à différents travaux destinés à préparer la suite. L'Histoire considèrera peut-être ces quatre mois comme une phase préalable à une intensification des combats commencée avec la destruction du barrage de Kakhovka dans la nuit du 5 au 6 juin. En tout cas, l'issue reste largement incertaine.

Plus généralement, une nouvelle étape d'évolution du contexte semble s'ouvrir, après la guerre froide, les dividendes de la paix associée à une prééminence des États-Unis, puis la focalisation sur la menace terroriste. Deux conséquences doivent être soulignées : d'abord l'importance, à nouveau ou plus que jamais, d'un effort à long terme pour disposer en cas de besoin d'équipements en quantité suffisante et rapidement renouvelables dans des conditions d'autonomie acceptables ; à cet égard, un enjeu essentiel d'une loi de programmation militaire est sa mise en œuvre ferme dans la durée, surtout si le contenu a été défini initialement en période de crise.

La deuxième réflexion peut sembler évidente comme la première : le champ de la communication est incontournable pour préparer une nation à faire face à des affrontements imprévus, susceptibles de faire appel à toutes ses compétences.

Jacques Bongrand, président du comité Défense d'IESF, 13 06 23